

# BANQUET SOCIAL

Journal du XII<sup>e</sup> Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix d'abonnement : Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr. — Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau provisoire du Journal, rue SAINT-VICTOR, 161.

N'ayant pas eu le temps de former un atelier de composition du dimanche, le BANQUET SOCIAL ne paraîtra pas lundi.

A partir de LUNDI, le bureau définitif du journal sera ouvert de 10 heures à 3 heures. PLACE MAUBERT, 9.

Paris, 25 mars.

## Espoir et Confiance !

Nous tous qui avons proclamé la République par le cœur, et non par les lèvres seulement, rallions-nous, serrons nos rangs, pour la défendre. L'œuvre est rude; n'importe : pas de découragement.

Alliance et solidarité ! laissons de côté les intérêts individuels, pour ne songer qu'à la cause générale, à celle du pays. Cherchons à consolider la paix sur des bases durables, à ramener dans les esprits une confiance dont ils ont besoin, à rétablir l'équilibre dans les fonctions sociales, à faire reprendre au crédit public cet essor vigoureux, sans lequel de grands désastres peut-être s'opposeraient au progrès de l'avenir.

Nous comprenons parfaitement que la crainte ait tout d'abord paralysé le commerce et l'industrie ; mais aujourd'hui que le Gouvernement provisoire a donné des preuves nombreuses de sa haute intelligence et de son bon vouloir, aujourd'hui que la révolution générale des peuples qui nous entourent nous garantit contre la guerre extérieure, les esprits doivent se tranquilliser, et se fier sans alarmes sur la sagesse des citoyens éminents élus par le peuple.

Le *Moniteur* fait foi chaque jour des efforts de chacun des membres du Gouvernement provisoire dans la limite de ses attributions, ou de tous dans leurs délibérations générales pour remédier le plus activement possible aux plaies qu'ils ont trouvées dans le corps social de la France à leur avènement au pouvoir.

Tous les citoyens, ouvriers, maîtres ou propriétaires, sont impatients de voir le résultat de ses efforts... Il en est même de trop impatients qui harcèlent l'Hôtel-de-Ville de demandes continuelles. Cette impatience est naturelle ; mais pourtant il serait bon, dans l'intérêt de tous, qu'elle n'entravât pas, en faisant perdre un temps précieux, les travaux incessants du Gouvernement provisoire.

Les réformes à faire sont innombrables ; nous serions injustes de vouloir qu'elles s'accomplissent toutes en quelques jours. L'édification d'un ordre nouveau n'est pas une œuvre de médiocre importance qui peut être produite instantanément. Chacune des pierres de l'édifice doit être soigneusement taillée avant d'aller s'ajuster aux premières assises du mur.

Les plans d'organisation ne jaillissent pas d'un jet comme une strophe lyrique ; ils veulent être longtemps et sérieusement médités. Le silence et le calme sont nécessaires à l'intelligence qui compose, réussit et fait engendrer leurs éléments divers.

Voilà ce qu'il importe de bien saisir pour aider le Gouvernement à franchir la crise présente. Attendons avec courage et confiance un avenir plus régulier, qui n'est pas éloigné de nous. Soyons assez bons Citoyens pour répéter dans notre cœur ces mots admirables, prononcés par un homme du peuple, le 25 février, sur la place Maubert : « Nous avons tous trois mois de misère au service de la République. »

Ce sublime Démotisme en blouse parlait ainsi avec l'élan de l'enthousiasme, lorsque la République, née de la veille, n'était pas encore consolidée ; nous devons, nous, les redire avec une conviction réfléchie, car la République aujourd'hui n'est plus une forme de Gouvernement éventuelle. Tous l'acceptent et la bénissent.

Le 25 février, le peuple de Paris seul avait salué la victoire de la Liberté sur la tyrannie ; mais aujourd'hui, 25 mars,

tous nos frères des départements ont mêlé à nos voix leurs chants de triomphe ; les plus humbles villages de France ont envoyé leur adhésion au Gouvernement provisoire. Les puissances étrangères ont reconnu notre République, et la moitié de l'Europe la suit dans son magnifique mouvement émancipateur.

Dieu semble avoir disposé les événements de façon à affermir les grands principes que nous avons ressuscités dans le monde. Nous serions impies de ne pas être pleins de foi dans l'avenir.

Défions-nous donc de ces hommes pusillanimes, de ces trembleurs politiques qui ne voient jamais les événements que sous un aspect de mauvais augure. Défions-nous des alarmistes qui, pour employer leur oisiveté, s'en vont de toutes parts colporter des nouvelles fâcheuses ou des prédictions sinistres. Marchons à notre but sans nous arrêter sur la route pour prêter l'oreille aux confidences de ces hommes. Qui les écoute leur donne crédit et les encourage à se propager.

## Le bout de l'oreille du JOURNAL DES DÉBATS.

Beaucoup de gens s'imaginent que les *Débats* sont morts : ils croient ce bienheureux journal parti en exil avec ses ex-amis Guizot et Duchâtel. Erreur, le *Journal des Débats* vit encore... le 23 février il était conservateur endurci ; le 24, il n'était rien (pour ne point se compromettre il ne faisait pas un article) ; le 25, il n'était pas grand chose ; en revanche, le 26, il était plus républicain que le *National*.

Il avait passé un habit de style jacobin pour cacher sa vieille défroque monarchique... Que voulez-vous ? C'était peut-être par peur... Le *Journal des Débats*, ayant toujours été le modèle des conservateurs, devait naturellement songer à se conserver lui-même.

Mais à présent que le péril est passé, comme il a vu que la liberté républicaine n'était pas une furie, mais, comme l'a dit un de nos écrivains les plus charmants, une bonne fille qui veut le bien de tous et ne fait de mal à personne, le *Journal des Débats* s'est ressouvenu que les hommes du pouvoir actuel n'étaient pas du tout de ses amis, que toujours il les avait combattus ; il s'est ressouvenu qu'il ne les aimait pas du tout, et voici qu'il a recommencé les hostilités contre eux, non ouvertement, mais par des contre-mines, par des insinuations dangereuses.

Ainsi, chaque jour il fait remarquer avec complaisance que le crédit diminue, que la crise financière n'est pas terminée, que les fonds n'augmentent pas à la Bourse dans une proportion assez grande, etc., etc.

Ces insinuations des *Débats* sont un bout d'oreille monarchique qui passe sous son habit de jacobin. Est-ce qu'il aurait par hasard les oreilles aussi longues que Midas ?

## Manifeste électoral de LA DÉMOCRATIE PACIFIQUE.

Les rédacteurs de la *Démocratie pacifique*, qui se présentent pour la plupart comme candidats aux suffrages du peuple pour le représenter à l'Assemblée nationale, viennent de publier un manifeste électoral collectif, signé par chacun d'eux, manifeste dans lequel sont résumées toutes les grandes idées que l'école sociétaire cherche à propager depuis dix-huit années.

Nous ne doutons pas que ce manifeste rallie autour des rédacteurs de la *Démocratie pacifique* les sympathies d'un grand nombre d'électeurs. A titre d'hommes supérieurs, savants et pleins d'amour pour les prolétaires qu'ils ont toujours défendus avec force, ils méritent ces sympathies.

On sait que le citoyen Victor Considerant, rédacteur en chef, et Toussenel, rédacteur, se portent candidats à Paris. Voici un passage du manifeste qu'ils ont fait répandre ces jours-ci dans les lieux publics :

Deux grandes choses à faire immédiatement et simultanément ; une troisième à préparer sans repos ni trêve.

Les deux premières sont :

La constitution républicaine, assise sur la souveraineté du peuple, garantissant démocratiquement à tous tous les droits politiques et sociaux de l'homme et du citoyen ;

La réorganisation de l'administration, le rétablissement du crédit, de la circulation commerciale et du travail engorgés ;

La troisième consiste dans l'élaboration et la solution des problèmes sociaux, dans la réalisation des droits nouveaux garantis par la République.

Pour que ces trois grandes choses s'accomplissent à la gloire de

la France, il faut que l'accord sympathique des cœurs, l'esprit de concorde et de fraternité soient mis à l'ordre du jour de la République.

Tous les hommes sont frères. Les riches sont les frères des pauvres comme les pauvres sont les frères des riches.

Les égoïstes sont des infirmes. C'est par la générosité que le peuple doit les traiter et les guérir.

Le grand mal n'est pas que quelques-uns aient trop ; le grand mal, c'est que presque tous n'aient pas assez.

Le grand mal n'est pas qu'il y ait des châteaux pour les riches ; le grand mal, c'est que les pauvres n'aient que des taudis ou des chaumières.

Pourquoi l'homme n'est-il pas logé ? pourquoi a-t-il froid ? pourquoi tant d'êtres humains dépourvus d'éducation et en toutes choses encore dénués et misérables ? Sont-ce les pierres, le bois, le fer qui manquent ? Le sol refuse-t-il de produire quand on y sème ? Les arts, les sciences, l'intelligence et les bras font-ils défaut ? — Non.

Ce ne sont pas les forces productives qui manquent. Il y a d'immenses travaux à faire et des légions d'hommes n'ont pas de travail, et cherchent vainement l'emploi de leur activité !

Ne voulons-nous pas tous que la France soit bientôt en état d'assurer :

A tous ses enfants, l'éducation ;

A tous ses travailleurs une rétribution équitable et abondante ;

A toutes les femmes, l'indépendance et la dignité ;

A tous les vieillards, un abri et une retraite ;

A tous les faibles, une Providence.

CHACUN A INTÉRÊT AU BIEN DE TOUS.

Pour faire le bien de tous, il faut augmenter la production dans une proportion énorme.

Que personne ne soit spoliée, mais que toute force soit utilisée.

Il faut créer l'ordre, fonder l'accord, faire cesser par l'association le grand malentendu qui a divisé trop longtemps les éléments producteurs et les classes qui les représentent ;

Il faut que l'activité créatrice reçoive une impulsion telle que la richesse sociale en soit doublée, triplée, quadruplée, et que cet accroissement reflue sur toutes les têtes en commençant par les classes les plus nombreuses et les plus pauvres.

La révolution de 92 a fait des prodiges de dévouement et d'énergie pour défendre le sol national : il faut que la révolution de 48 fasse des prodiges plus grands encore pour le féconder. La première Convention a organisé la victoire. Que la seconde Convention organise le travail et la richesse ! A cette seule condition elle aura résolu le problème présent, fondé l'harmonie et assuré l'avenir.

Il faut abattre à jamais toutes les tyrannies en abattant celle qui les engendre toutes : la vieille tyrannie de la MISÈRE.

Encore une fois, il ne s'agit point de spolier les riches ; ce serait inaugurer la guerre sociale, la subversion, le chaos. Il s'agit d'allumer dans le cœur des riches, et dans tous les cœurs, le feu sacré du dévouement et de provoquer l'alliance libre et fraternelle du capital et du travail. L'association, comme la parole de Dieu, multipliera les pains et fera sortir du rocher des sources vivifiantes. Ceux qui n'ont pas seront comblés ; ceux qui ont recevront encore.

## N'interrompez pas le travail des ateliers.

La *Démocratie pacifique* publie sous ce titre un excellent article que nous sommes heureux de lui emprunter :

« La confiance ne se commande pas ; mais, entre une confiance absolue et une défiance aveugle, il y a des degrés. La confiance ne naît pas tout d'un coup ; elle ne se hasarde que graduellement. Ce sont ces premiers pas que nous voudrions voir faire à tous les capitalistes, au lieu de pas en arrière toujours pernicieux. La peur est une passion honteuse. »

Des commandes ont été suspendues et même retirées dans divers ateliers de fabrication, et particulièrement dans des ateliers de peinture sur verre. Nous nous adresserons à ce sujet au clergé et aux conseils de fabrique des églises qui avaient fait des commandes considérables.

Qu'ils n'interrompent pas le cours des travaux commencés, qu'ils ne forcent pas de fermer des ateliers tout organisés, et que ceux qui n'aperçoivent pas encore le bel avenir auquel la France est appelée n'en retardent pas l'avènement en renonçant à faire vivre ses enfants par le travail.

Si leur confiance dans cet avenir n'est pas complète, qu'au moins ils fassent faire une partie des travaux qu'ils avaient projetés ; qu'ils fractionnent leurs commandes ; qu'ils dépendent au jour le jour ; mais qu'ils dépendent ; qu'ils imitent l'exemple donné par le Gouvernement, qui ouvre partout ses chantiers, qui commande des travaux ; qu'ils ne laissent pas peser sur lui seul le poids de l'alimentation des ateliers. Le clergé, qui a donné à notre Révolution tant de marques de sympathie, lui donnera aussi son concours, et il le peut efficacement ; il en a le pouvoir, il en aura la volonté. Que chacun fasse de même, et successivement la confiance, le crédit, la richesse viendront couronner nos efforts, et chacun pourra se rendre ce témoignage, qu'il y aura contribué. »



## Association de l'Union des Travailleurs.

Dans la séance tenue jeudi, par cette Association, dans la salle Chabrol, marché Saint-Laurent, il a été constaté de nombreuses violations des règles prescrites par le Gouvernement provisoire pour la formation des listes électorales. Ces violations ont eu lieu dans presque toutes les mairies et notamment dans les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements. Dans toutes les mairies on a refusé d'inscrire des travailleurs, parce qu'ils logeaient en garni. C'est un abus qui devrait entraîner la destitution immédiate de ceux qui l'ont commis.

Les maires n'ont le droit d'exiger que trois justifications :

- 1<sup>o</sup> Celle de la qualité de Français;
- 2<sup>o</sup> Celle de l'âge de vingt-un ans;
- 3<sup>o</sup> Celle d'une résidence de six mois dans la commune où l'on veut voter. Peu importe qu'on loge en garni ou dans ses meubles. Paris ne forme qu'une seule commune; ainsi, il n'est pas nécessaire d'avoir une résidence de six mois dans l'arrondissement où l'on veut voter; il suffit pour avoir le droit de voter à Paris d'habiter Paris depuis six mois.

Enfin, le citoyen Mouton, président de l'Union, a prié tous les travailleurs qui assistaient à la séance, et qui n'avaient pas encore pu se faire inscrire, de lever la main. Il est résulté de cette épreuve que le plus grand nombre des membres présents n'avaient encore pu obtenir leur inscription.

Nous espérons que le Gouvernement provisoire portera remède à ce vice d'inscription des électeurs et ne livrera pas le sort de la République à des votes qui seraient bien loin de représenter l'universalité des suffrages du peuple!

## L'Arbre de la Liberté à l'Hôtel-de-Ville.

Hier, 24 mars, à deux heures, un grand nombre de citoyens étaient réunis sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Au même instant, une députation des ouvriers du Champ-de-Mars, accompagnée du clergé de Saint-Gervais, était introduite auprès du Gouvernement provisoire.

M. le curé de Saint-Gervais, au nom de la députation, s'est exprimé en ces termes :

« Une députation des ouvriers est venue nous demander de bénir l'arbre de la liberté qui va être planté sur la place de l'Hôtel-de-Ville, au lieu même où ont péri les sergents de La Rochelle; nous nous sommes associés avec bonheur à cette œuvre populaire, et nous profitons de cette occasion pour exposer aux membres du Gouvernement provisoire les sentiments patriotiques dont est animé le clergé de Paris, et, en particulier, le clergé de la paroisse Saint-Gervais. »

M. BUCHEZ, adjoint au maire de Paris : « Nous sommes profondément touchés de voir le clergé associé à cette œuvre populaire. Nous savons que le clergé a toujours porté dignement la bannière qui lui a été donnée il y a dix-huit siècles, celle qui a, la première, annoncé au monde les idées que la République s'efforcera de faire prévaloir, les idées de liberté, d'égalité, de fraternité, symbole de la dignité humaine. Ce sentiment de charité, qui vit par nos institutions politiques, c'est le clergé lui-même qui l'a enseigné le premier aux hommes. »

« Nous ne sommes ici que Gouvernement civil, et le but que doit se proposer un bon Gouvernement, c'est de réaliser politiquement dans l'ordre temporel une thèse qui a été posée dans l'ordre spirituel par la société cléricale. »

« Ce sera toujours avec un grand bonheur que nous vous verrons vous associer à nous, vous mêler à nos fêtes publiques, et que, au nom du Gouvernement provisoire, et comme individus, nous vous donnerons l'appui nécessaire dans l'intérêt du bien même que vous êtes chargés de faire. »

A deux heures et demie, MM. Buchez, Recurt, Edmond Adam, adjoints au maire de Paris, Flottard, secrétaire général, accompagnés de M. Barthelemy-Saint-Hilaire, secrétaire du Gouvernement provisoire, sont sortis de l'Hôtel-de-Ville. Le clergé de Saint-Gervais marchait en avant avec la croix, la garde nationale formait escorte, les tambours battaient aux champs.

Au moment où le cortège est sorti de l'Hôtel-de-Ville, le cri de *Vive la République! Vive le Gouvernement provisoire!* se sont fait entendre de toutes parts.

Arrivé sur le lieu où devait être planté l'arbre de la liberté, M. le curé de Saint-Gervais a dit :

« Citoyens,

« Une double cérémonie, également touchante, nous rassemble dans ce moment.

« Honneur aux citoyens membres du Gouvernement provisoire; honneur aussi à toute cette multitude ici rassemblée qui a voulu que cette cérémonie fût consacrée par la religion sous l'étendard du signe auguste de la croix! »

« Jésus-Christ, citoyens, le premier, du haut de cette croix, a fait retentir dans l'univers entier ces magnifiques paroles qui sortent à chaque instant de votre bouche, et que nous voyons inscrites aussi bien sur le frontispice de nos temples que dans vos cœurs : Liberté! Egalité! Fraternité! »

« Liberté, a dit Jésus-Christ, et liberté pour tous. Egalité pour toutes les conditions, pour toutes les classes de la société. Fraternité, c'était le cri de son Évangile. « Aimez-vous les uns les autres, aimez-vous tous comme je vous ai aimés moi-même. »

« Citoyens, j'aperçois à mes pieds une tombe entr'ouverte, c'est celle de ces quatre magnanimes soldats qui ont péri glorieusement pour la conquête de la liberté. »

« Je bénirai donc tout à-la-fois et l'arbre de la liberté que vous allez planter et la terre qui leur est sans doute devenue légère. Conservons leur souvenir et répétons, nous tous qui sommes ici, car nous sommes animés des mêmes sentiments : Vive la République! »

De toutes parts : Vive la République!

M. BUCHEZ : Il y a vingt-cinq ans que le sang de quatre hommes généreux a coulé ici.

Citoyens! ces hommes travaillaient à l'œuvre que nous avons accomplie, c'est-à-dire à la conquête de l'égalité, de la fraternité. Ces hommes ont été nos premiers martyrs; nous sommes heureux de nous trouver pour consacrer cette tombe après la victoire, et nous sommes plus heureux encore de pouvoir dire que la République, qui a tant perdu de ses enfants, qui a tant versé de sang pour conquérir sa place et pour se montrer telle qu'elle est, au grand jour, que la République, dans un de ses premiers actes, a aboli la peine de mort... (Bravo! bravo!... Vive la République.) C'est une leçon que nous avons donnée à toutes les nations et à

tous les peuples, et, par ce fait, nous avons montré que nous étions dignes de cette devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

Vive la République!

(Une immense acclamation accueille ces paroles.)

M. Flottard donne lecture de la proclamation suivante :

« Hôtel-de-Ville de Paris, 24 mars 1848.

« L'arbre de la liberté ne peut trouver nulle part un sol plus nourricier que sur cette terre, arrosée, le 22 septembre 1822, du sang de Bories, Pommier, Raoulx et Goubin, dont l'histoire nationale a enregistré le martyre patriotique sous le nom des sergents de La Rochelle. »

« Leurs amis,

« Le maire de Paris, ses adjoints, et le secrétaire-général de la mairie de Paris,

« ARMAND MARRAST,

« Membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

RECURT, ED. ADAM, BUCHEZ,

« Adjoints au maire de Paris.

« FLOTTARD, secrétaire-général. »

A ce moment, un arbre immense de la liberté s'élève soutenu par les bras des citoyens et les baïonnettes des fusils; le tambour bat aux champs; le clergé donne la bénédiction. Les cris de Vive la République! vive le Gouvernement provisoire! éclatent de toutes parts sur le passage du cortège, qui rentre à l'Hôtel-de-Ville.

## Lettre d'Abd-el-Kader au gouvernement provisoire.

Abd-el-Kader vient d'adresser au gouvernement provisoire la lettre suivante :

Louange à Dieu, seul et unique! rien n'est durable, si ce n'est son règne.

Aux appuis solides de la République qui gouverne toute la France, et qui sont à son égard ce que les yeux et les bras sont au corps; par eux le corps est mis en mouvement, et par eux aussi il reçoit ce qui lui convient, et il est garanti de ce qui lui est nuisible.

Salut à ceux que Dieu a rendus honorables, et qui a voulu que leurs actions respirent le bien et le bonheur pour tous; qui les a doués du pouvoir d'être utiles au fort et au faible. Ils empêchent les forts de commettre l'injustice et de faire peser leur grandeur sur les faibles; c'est un bien qui est tout à l'avantage des forts, et qu'au jour de l'éternité seulement, et devant Dieu, ils pourront reconnaître et apprécier. Ils protègent les faibles qui, dans ce monde, n'ont point d'appui, et ils les préservent des injustices des grands.

Le citoyen Olivier, votre délégué, est venu me voir hier, et m'a informé que les Français sont tous unis pour un seul et même but, et ont aboli la royauté pour que la France soit gouvernée par la République.

J'ai été réjoui en apprenant cette nouvelle, parce que j'ai lu dans les livres qu'un tel état de choses est convenable aux peuples, puisqu'il anéantit l'injustice et empêche le fort d'opprimer le faible, que par conséquent tous deviennent frères, et que, par cette raison, nul frère ne peut s'élever sur son frère.

Les anciens juges ont dit : « Quiconque veut s'agrandir s'affaiblira. » Tous vous avez dans ce monde ce qui sera dans l'éternité pour tous les mortels devant le Tout-Puissant. Tous les hommes sont fils d'Adam, et Adam est né du limon.

La nation, qui est unie, et dont les intérêts sont soumis à l'examen et à l'opinion de tous, est celle qui, sans contredit, est la plus forte, parce que par les conseils donnés par tous il est rare de faiblir, tandis que le conseil d'un seul entraîne souvent l'erreur.

Les anciens sages ont dit : « Celui qui ne consulte que son opinion glisse et tombe. »

Dieu, dans le sublime livre du *Coran*, a chéri les hommes qui sont doués de tels sentiments; il a dit : « Leurs actions doivent être toujours conformes à leurs opinions prises en masse. »

Aujourd'hui vous êtes des hommes du grand cœur, compatissants; vous aimez le bien et ne jugez que par l'égalité. Dieu vous a placés où vous vous trouvez pour être les protecteurs des infortunés et des affligés; je suis un de ceux-ci, et je suis malheureux; je demande de vous et de votre justice d'arracher l'affliction qui m'opprime.

Si je n'ai point obtenu justice par le passé, je dois l'obtenir maintenant, puisque vous êtes les auteurs de l'état de choses qui ne veut plus ni injustice ni oppression.

Je n'ai rien fait qui puisse être blâmé par des hommes sages, comme vous l'êtes.

J'ai défendu mon pays par tous mes moyens, j'ai la conviction que pour cette raison vous m'estimez. Quand j'ai été vaincu et que Dieu ne m'a pas donné l'avantage, j'ai songé à tranquilliser mon âme en renonçant aux choses de ce monde, et quoiqu'il me fût possible de me rendre dans le pays des Berbères (Maroc) ou dans le Sahara, j'ai préféré pour mon âme sa remise entre les mains des Français. Je désirais être envoyé par les Français dans le pays que je choisissais; dans mon esprit et parmi toutes les nations musulmanes et chrétiennes, j'ai donné à la nation française la préférence pour l'inviolabilité d'une parole donnée.

J'ai demandé au général Lamoricière de me faire transporter à Alexandrie pour, de là, me rendre à la Mecque et Médine. Je l'avais prié de ne me faire passer ni par Oran ou Alger, ni par Toulon ou tout autre port de France. Je lui avais demandé de m'embarquer à Djemâ Ghazaout pour me rendre directement à Alexandrie; et pour l'accomplissement de ces demandes, je demandais une parole française. C'est ce qu'il m'a fait en m'adressant un écrit en arabe qu'il a signé en français, revêtu de son cachet, écrit en la même langue.

Quand cet écrit m'est parvenu, et dans la conviction que la parole des Français est inviolable, je me suis rendu à lui; s'il m'avait dit : Je ne puis vous promettre ce que vous me demandez, je ne me serais point rendu.

J'avais la certitude que la parole française est une parole solide, forte, donnée même par un simple soldat, et qu'il était impossible de la violer.

Aujourd'hui les choses ne sont plus les mêmes pour moi, et cette conviction s'est évanouie en moi; je vous demande et vous supplie de me rendre justice, en rendant plus vaste ce qui est restreint pour moi, et en transformant ma tristesse en joie et bonheur.

Vous avez aujourd'hui opéré et fait une œuvre grande et qui réjouit tout le monde. Si vous réjouissez tout le monde et que vous me laissez dans l'affliction, je vous en demanderai compte devant le Tout-Puissant.

Vous êtes des ulemas (savants) et savez bien ce qui nous convient. Nous ne pouvons pas vivre dans un pays dont les vêtements, le langage, la nourriture, et tout en général, diffèrent entièrement des nôtres.

Je me disais toujours que, quand bien même je serais pris par les Français par la force, je n'aurais que du bien à recevoir chez eux, parce que ce sont des hommes de cœur et d'honneur, qui savent rendre mérite au vainqueur aussi bien qu'au vaincu.

Je n'ai point pris les armes à la main, je suis venu aux Français volontairement et parce que je l'ai bien voulu; si j'avais pensé trouver chez eux quelque chose qui puisse me déplaire, je ne serais point venu à eux.

Je crains que quelques-uns de vous puissent penser qu'en retournant aux choses de ce monde et en revenant en Algérie, j'y ferais remonter les troubles. C'est une chose impossible et qui ne pourra jamais arriver; n'ayez aucun doute sur moi à cet égard, pas plus que vous n'en auriez en pareille circonstance de la part d'un homme qui est mort, car je me place au nombre des morts. Mon seul désir est de me

rendre à la Mecque et Médine, pour y étudier et adorer Dieu jusqu'à mon dernier jour. Salut!

De la part d'Abd-el-Kader-ben-Mehiddin, infortuné dans le pays des Français.

En date du 9 rebia seane 1264 (15 mars 1848).

## Actes officiels du Gouvernement provisoire.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

— Considérant que le décret du 8 mars 1848 relatif aux comptoirs nationaux d'escompte ne permet à ces établissements de faire l'escompte que des valeurs revêtues de deux signatures au moins;

Que le plus grand nombre des petits commerçants, des industriels et des agriculteurs ne peuvent avoir cette seconde signature; qu'ils se trouvent ainsi privés des ressources du comptoir, n'ayant d'autres moyens de crédit qu'un actif nécessairement immobilisé entre leurs mains;

Qu'il importe de faire participer aux bienfaits du crédit, par des institutions démocratiques, tous les membres de la société qui en avaient été déshérités jusqu'à présent;

Sur la proposition du secrétaire-général du Gouvernement provisoire, directeur du comptoir national d'escompte,

Art. 1<sup>er</sup>. Dans les circumscriptions des villes où un comptoir d'escompte existait, il pourra être établi, soit par localité, soit par agrégations d'industries, des sous-comptoirs de garantie destinés à servir d'intermédiaire entre l'industrie, le commerce et l'agriculture, d'une part, et les comptoirs nationaux d'escomptes, de l'autre.

Art. 2. Les sous-comptoirs seront organisés au moyen de sociétés anonymes, dont le fonds social ne pourra être moindre de 100,000 fr., divisé en actions au porteur de 100 fr. chacune. Ils seront autorisés à fonctionner, quelque soit le nombre des actions souscrites.

Art. 3. Le directeur de ces sous-comptoirs sera nommé par le ministre des finances, et sera de droit président du conseil d'administration.

Une commission sera en outre déléguée par le comptoir de la circumscription près de ce conseil d'administration, et chargée de surveiller les opérations du sous-comptoir.

Art. 4. Les opérations des sous-comptoirs consisteront à procurer aux commerçants, industriels et agriculteurs, soit par engagement direct, soit par aval, soit par endossement, l'escompte de leurs titres et effets de commerce auprès du comptoir principal, moyennant des sûretés données aux sous-comptoirs par voie de nantissement sur marchandises, récépissés des magasins de dépôts, titres, valeurs et droits incorporels, ainsi qu'au moyen de garanties hypothécaires.

Art. 5. Le fonds social des sous-comptoirs n'est pas destiné à la réalisation de l'escompte, mais seulement à garantir les opérations du sous-comptoir envers le comptoir principal.

En conséquence, tous les fonds constituant le capital social seront versés au comptoir principal, dont le sous-comptoir de garantie formera l'annexe, et portés au crédit de ce dernier et productifs d'intérêts.

Art. 6. Les sous-comptoirs ne pourront se livrer à aucune opération, de quelque nature qu'elle soit, si ce n'est comme intermédiaires du comptoir principal, afin que l'actif des sous-comptoirs soit exclusivement affecté à la garantie des opérations admises par le comptoir principal.

Art. 7. Pour compléter, et même pour augmenter leur capital social, les sous-comptoirs seront autorisés à faire, sur chaque opération, une retenue de 5 0/0, qui sera portée au crédit de chaque commerçant, industriel ou agriculteur, lequel deviendra propriétaire d'une action à mesure que ces retenues auront atteint le chiffre de 100 fr.

Art. 8. Les sous-comptoirs seront autorisés à prélever, sur le produit net des sommes procurées, 1 1/2 p. 0/0 par mois de commission, indépendamment des frais de magasinage ou autres.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du Code civil, relatives à l'exécution et aux effets du nantissement, les sous-comptoirs sont autorisés, huitaine après une simple mise en demeure, sans qu'il soit besoin d'aucune autorisation de justice, à faire procéder à la vente publique des marchandises données en nantissement par les officiers ministériels compétents.

Art. 10. Tous actes qui auront pour objet de constituer les nantissements au profit des sous-comptoirs par voie de transport ou autrement, et d'établir leurs droits comme créanciers, seront enregistrés au droit fixe de 2 fr. 20 c.

Art. 11. Les actes de société contenant les statuts des sous-comptoirs seront dispensés de l'avis du conseil d'état et de toute formalité autre que l'inscription au *Bulletin des Lois*.

Ils seront passés en présence du directeur, nommé par le ministre, et enregistrés gratuitement.

Art. 12. Les dispositions des lois antérieures ne seront pas applicables en ce qu'elles peuvent avoir de contraire au présent décret. Le ministre des finances et le directeur du comptoir national d'escompte sont chargés de l'exécution du présent décret.

— Vu les arrêtés proposés par la commission extraordinaire du Gouvernement provisoire,

Vu le rapport des procureurs-généraux,

Vu le rapport du ministre de la justice,

Art. 1<sup>er</sup>. Les suspensions provisoires prononcées contre des magistrats par les commissions extraordinaires du gouvernement, sont approuvées. Elles dureront jusqu'à ce que le ministre de la justice, spécialement délégué à cet effet, en ordonne autrement.

Art. 2. Des arrêtés individuels seront transmis par le ministre à chacun des magistrats suspendus.

Art. 3. Depuis le jour où la suspension a été prononcée jusqu'au jour où elle pourra cesser, le traitement des magistrats suspendus cesse et appartient au trésor national.

Art. 4. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

— Vu le décret portant que les municipalités devront fournir l'habillement aux gardes nationaux qui ne pourraient en faire les frais; considérant que cette mesure est d'intérêt public, qu'elle assure du travail aux ouvriers, et qu'elle a été commandée non point au profit des villes, mais par des raisons d'ordre et d'utilité générale.

Les marchés passés ou à passer par la ville de Paris, pour l'achat de drap et la confection d'uniformes, ou tous autres marchés ayant pour but le même objet, ne seront point soumis aux droits de timbre et d'enregistrement.

— Considérant que l'affectation donnée aux bâtiments du Temple est complètement irrégulière; qu'on a ainsi compromis un principe fondamental et engagé au détriment du trésor un domaine de l'Etat.

L'affectation donnée au Temple est révoquée; l'Etat rentre en possession du bâtiment et de toutes les appartenances.

Une commission sera nommée pour indemniser la communauté actuellement en possession, des travaux en construction qui ont pu être faits dans l'intérieur de ce domaine.

— Considérant les abus du compte de retour, qui pèsent sur le commerce, et qui, dans les circonstances actuelles surtout, aggraveraient ses charges.

Provisoirement les articles 178 et 179 du Code de commerce sont modifiés de la manière suivante :

« Art. 178. La retraite comprend, avec le bordereau détaillé et signé du tireur seulement, et transcrit au dos du titre :

« 1<sup>o</sup>. Le principal du titre protesté;

« 2<sup>o</sup>. Les frais de protêt et de dénonciation, s'il y a lieu;

« 3<sup>o</sup>. Les intérêts de retard;

« 4<sup>o</sup>. La perte de change;

« 5<sup>o</sup>. Le timbre de la retraite qui sera soumise au droit fixe de 35 centimes.



« Art. 179. Le rechange se règle, pour la France continentale, uniformément comme suit :

- « 1/4 p. 0/0 sur les chefs-lieux de département ;
- « 1/2 p. 0/0 sur les chefs-lieux d'arrondissement ;
- « 3/4 p. 0/0 sur toute autre place.

« En aucun cas, il n'y aura lieu à rechange dans le même département.

« Les changes étrangers et ceux relatifs aux possessions françaises en dehors du continent seront régis par les usages du commerce.

« Art. 180. L'exécution des art. 180, 181, 186 du Code de commerce et de toute autre disposition est suspendue. »

— Sur le rapport de la commission des travailleurs ;  
Le Gouvernement provisoire,

Considérant que la spéculation s'est emparée du travail des prisonniers, lesquels sont nourris et entretenus aux frais de l'Etat, et qu'elle fait ainsi une concurrence désastreuse au travail libre et honnête ;

Considérant que des travaux d'aiguille ou de couture organisés dans les prisons ou dans les établissements dits de charité ont tellement avili le prix de la main-d'œuvre, que les mères, les femmes et les filles des travailleurs ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité ;

Considérant qu'il y aurait à la fois injustice et danger à souffrir plus longtemps un état de choses qui engendre la misère et provoque l'immoralité,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Le travail dans les prisons est suspendu.

Art. 2. Les marchés passés avec des entrepreneurs, pour le travail des prisonniers, seront résiliés immédiatement ; s'il y a lieu à indemnité, le montant en sera payé par l'Etat et réglé de gré à gré entre les parties intéressées, soit par les tribunaux compétents après rapports d'experts.

Art. 3. La même mesure s'applique aux travaux accomplis par des militaires en activité de service ou recevant de l'Etat la solde, l'entretien, la nourriture et le logement.

Art. 4. A l'avenir, les travaux exécutés, soit dans les prisons, soit dans les établissements de charité ou dans les communautés religieuses, seront réglés de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse.

Art. 5. Le citoyen ministre de l'intérieur, le citoyen ministre de la guerre et le citoyen ministre de l'instruction publique et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et des règlements qui devront en assurer l'efficacité.

Fait à Paris en conseil de gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## Révolution Européenne.

ANGLETERRE. — Mesures de rigueur contre les agitateurs irlandais. — MM. O'Brien, Meagher, Mitchell ont prononcé les discours les plus énergiques dans un meeting de Dublin. Leurs discours viennent d'être cités devant la cour du banc de la reine pour le 15 avril prochain.

Le Standard dit que deux des inculpés, MM. O'Brien et Meagher, se sont sauvés à Liverpool, pour se rendre de là en France. La correspondance de Dublin que nous allons publier dit, au contraire, que M. O'Brien a été arrêté à Dublin.

IRLANDE. — Le meeting d'hier a produit un effet immense, malgré l'opposition par-dessous mains que les O'Connellistes et la police locale avaient faite pour détruire la confiance dans les masses. La vérité est que ce meeting devait être l'assemblée des Irlandais unis (*united men*), mais les bruits qui avaient couru dès le matin que les chefs du mouvement étaient arrêtés, et aussi le mauvais vouloir des gens dont le patriotisme est à prix, avaient presque réussi à effrayer le peuple. Néanmoins, aussitôt que les orateurs eurent occupé la plate-forme élevée au milieu d'une vaste arène, le peuple déboucha de tous côtés, et l'audience compta bientôt au-delà de 15,000 personnes, piétons, cavaliers et voitures, se confondant ensemble dans un noble sentiment de fraternité.

Après un brillant panegyrique sur les trois révolutions françaises, M. Mitchell lut la déclaration suivante adressée aux citoyens de la République française :

« Citoyens, nous vous parlons seulement comme des esclaves doivent parler à des hommes libres, comme une nation qui a encore son indépendance et sa liberté sociale à conquérir doit parler à un Etat souverain et à une République. Si nous avions un gouvernement national, un centre reconnu ayant la volonté et le pouvoir d'agir et de parler pour nous, il aurait depuis longtemps déclaré ouvertement notre admiration de votre héroïsme, notre sympathie pour votre cause, et la joie que nous ressentons de votre victoire ; mais notre condition nous rend incapables de manifester de semblables sentiments. La domination étrangère et la division parmi nous compriment l'élan de nos cœurs et rendent impuissantes nos millions de voix.

« Recevez de nous, citoyens, toutes les félicitations que nous pouvons offrir, et, croyez-nous, dans ces félicitations il y a des pensées que nous n'osons pas émettre, pensées inspirées par les desirs et les passions d'hommes qui souffrent dans l'esclavage. Vous qui, hier seulement, avez brisé un despotisme modéré, et qui pourtant avez été obligés, pendant dix-huit ans, de cacher au fond de vos cœurs la haine de ce despotisme que vous venez maintenant de fouler si noblement à vos pieds, vous, citoyens, vous pouvez nous comprendre.

« Nous reconnaissons dans la République française l'œuvre des grandes âmes. Nous voyons, dans chacun de ces actes, la justice due aux droits du travail ; et nous, hommes qui travaillons, nous participons dans ses victoires, sa gloire, ses succès et sa justice.

« Mais, pauvres esclaves que nous sommes, nous pouvons seulement vous offrir nos sympathies et notre amitié individuelle, et nous vous demandons en retour de jeter un regard de pitié et de chagrin sur la sœur aînée et persécutée de la race Celtique. Nous ne vous demandons pas de rougir de notre honte et de notre esclavage, mais de nous garder une amitié et une sympathie réciproques, jusqu'au jour où notre pays libre l'aura mérité. »

Les orateurs du meeting se succédèrent rapidement. M. O'Gorman termina son discours en ces mots :

« Peuple, vous avez déjà perdu bien des occasions, mais une autre peut bientôt se présenter encore, et si vous savez la saisir, le jour de la liberté est proche. Je pense qu'il est inutile d'en dire davantage. Si le peuple irlandais a besoin qu'on lui parle, s'il lui faut de l'éloquence pour le convaincre de sa misère et de son esclavage, alors vraiment il y a bien peu d'espoir pour ce pays. Si le peuple n'est pas fermement résolu à obtenir son indépendance, n'en parlons plus ; s'il la désire, qu'il sache maintenant la conquérir. »

M. Marc-Gee, un autre patriote, s'écria :

« L'heure a sonné, soyez sages pour la saisir ; je ne vous demande pas de courir des dangers inutiles, mais attendez que l'Angleterre soit engagée dans une guerre étrangère. En attendant, frères, soyez unis, pressez vos rangs, marchez ensemble pour vaincre ou pour mourir. Saisissez l'occasion dès qu'elle se présentera, sinon, restez esclaves pour jamais. »

Au retour du meeting, le peuple salua par de vives acclamations les navires américains dans la rivière, et la caserne des régiments écossais le long des quais ; puis la foule se dispersa avec l'ordre et la dignité qui distinguent un grand peuple.

Il y a 10,000 hommes casernés à Dublin. Le vice-roi paraît craindre un mouvement qui ne peut tarder.

La fièvre exerce toujours ses ravages.

Dublin, 24 mars au soir.

M. W. S. O'Brien, qui allait partir pour la France avec les vœux du peuple irlandais, vient d'être arrêté.

ALLEMAGNE. — Les journaux de Berlin du 25, que nous recevons aujourd'hui, ne parlent en aucune façon des événements annoncés hier par la dépêche de M. le Commissaire du gouvernement à Metz. Nous pensons que M. le ministre de l'intérieur fera bien de se défier, à l'avenir, des surprises télégraphiques de M. le Commissaire.

Les funérailles des victimes des 17 et 18 mars ont eu lieu le 22. Ce jour-là, tous les journaux de Berlin ont paru encadrés de noir.

BAVIÈRE. — Nous avons annoncé, hier, l'abdication du roi de Bavière. Cette nouvelle est confirmée. Son fils lui succède sous le nom de Maximilien.

On écrit de Munich, à la Gazette d'Augsbourg :

« 20 mars.

« Quels étranges événements ! Ce matin encore le roi recevait des députations en audience publique, et ce soir, il cesse d'être roi. Louis I<sup>er</sup> a déposé la couronne. Dès l'après-midi, le bruit en avait circulé dans divers cercles ; personne n'y avait ajouté foi.

« Mais voilà que le soir un adjudant du roi paraît au quartier-général des étudiants, et annonce que le roi vient d'abdiquer ; qu'après avoir gouverné vingt-trois ans d'après des principes qu'il croyait justes, il ne pouvait pas s'astreindre aux concessions qu'on lui avait imposées, ni tenir les engagements qu'on lui avait fait prendre.

« Tout le monde fut étonné de voir une nouvelle de cette importance annoncée presque clandestinement au milieu de la nuit. Les bourgeois se réservent d'apprendre si le roi n'a pas été contraint d'abdiquer, auquel cas ils protesteraient personnellement. Demain, dès le matin, une députation se rend à cet effet au château. »

AUTRICHE. — Le ministère responsable est constitué ainsi qu'il suit :

Comte Fiquelmont, président du conseil, ministre de la guerre ;  
Comte Collerodo, ministre des affaires étrangères ;  
Baron Kubeck, ministre des finances ;  
Baron Pillersdorf, ministre de l'intérieur ;  
Comte Taaffe, ministre de la justice.

POLOGNE. — Les journaux de Berlin annoncent à leur tour le mouvement de Varsovie, mais ils ne donnent pas encore de détails.

Les Polonais du grand-duché de Posen ont lancé leur manifeste. En voici le texte :

« Frères polonais ! à nous aussi notre heure a sonné ! L'unité de l'Allemagne est proclamée. Le roi a déclaré qu'il y incorporait sa monarchie. Mais à ces parties de la Prusse qui ne font pas partie de la confédération germanique, il est loisible d'y accéder ou de n'y pas accéder.

« Nous autres Polonais, qui avons notre histoire et un élément tout spécial de vie nationale, nous ne pouvons ni ne voulons nous incorporer à l'empire allemand ; nous ne pouvons ni ne voulons livrer à l'oubli notre propre vie et notre patrie, si chèrement achetées par le sang de nos frères.

« La nouvelle de notre prochaine régénération s'est répandue parmi nous avec la rapidité de l'éclair. La justice se fraie elle-même un chemin. Pour éviter une inutile effusion de sang, l'occasion ne devait pas nous manquer de le répandre chèrement. Quelques citoyens ont représenté aux autorités prussiennes que nous ne pouvions nous dispenser de constituer un comité qui arrivât par la voie légale jusqu'à la complète indépendance de notre patrie. L'assemblée populaire qui a eu lieu aujourd'hui a désigné les soussignés pour former ce comité.

« Frères, si un ardent amour de Dieu et de la patrie vous anime, si vous êtes véritablement prêts à vaincre et à mourir pour elle, si vous élevez les yeux vers le ciel sur les ailes de l'espérance, évitez toute inutile effusion de sang, épargnez votre force et votre dévouement, jusqu'au moment où nous en aurons véritablement besoin.

« Mais, d'un autre côté, que votre élan ne s'affaisse pas. Soyez prêts à tout moment. Et nous, justifiant la confiance placée en nous, nous vouons toutes nos forces et notre propre vie à la conquête de l'indépendance de notre patrie, afin que nous puissions partager avec vous et avec toutes les nations cette joie sans bornes. »

Une députation, à la tête de laquelle se trouve l'évêque de Przyluski, est parti pour Berlin avec la mission de demander au roi la séparation du grand-duché de Posen.

## XII<sup>e</sup> Arrondissement.

L'heure avancée à laquelle nous recevons la communication d'un discours républicain prononcé par M. le curé de Saint-Médard, à la plantation de l'arbre de la liberté, nous force d'en ajourner la publication au prochain numéro.

Demain, dimanche, le peuple de la paroisse Saint-Médard ira, conduit par des élèves de l'Ecole Polytechnique, à neuf heures, porter à l'église Saint-Médard un magnifique drapeau tricolore.

— Le club du Banquet a élu aujourd'hui pour délégués, afin de former un comité central, les citoyens Lepère, Berthaud, Cortier, Detalle et Le Guevel. Nous prions les autres clubs de l'arrondissement de vouloir bien se hâter d'élire chacun cinq délégués et de nous faire parvenir leurs noms.

— Les citoyens Vayron et Amyot, délégués, prient les décorés de juillet de se tenir prêts mardi à accompagner le départ de la légion polonaise. Un avis ultérieur leur indiquera l'heure et le lieu de la réunion.

— Nous recevons à l'instant les deux lettres suivantes, que nous nous empressons de communiquer à nos lecteurs :

A mes amis, connus et inconnus, qui m'offrent leurs suffrages.

Je les accepte vos suffrages, — non pour moi, voué en ce moment à un devoir sacré, l'histoire de la Patrie. — mais pour mon fils d'adoption, mon gendre, mon unique collaborateur depuis huit ans, POULLAIN DUMESNIL-MICHELET, qui est moi-même.

« Il vaut mieux que vous, parce qu'il est jeune, » me disait l'autre

jour notre cher et immortel Béranger. Il faut des hommes jeunes, neufs, et de forces entières. La nouvelle assemblée doit représenter par l'âge le rajeunissement de la France.

Mon gendre, après ses études de droit, s'est fermé la carrière du barreau. Le serment à la royauté a été pour lui un obstacle insurmontable.

S'il n'est point connu encore parmi nos plus éminents écrivains, c'est qu'il a uniquement travaillé pour moi.

Il s'est donné à moi. Je le donne à la France.

Nous nous devons tout entier et sans réserve à la patrie. Ma vie déjà appartenait à son histoire. Je lui offre bien plus aujourd'hui : Mon avenir, le fils de ma pensée.

Salut fraternel,

J. MICHELET,  
Professeur au Collège de France.

10 mars 1848.

La Révolution de février a été le réveil de l'honneur, la réparation à la morale outragée. Nous sommes tous vainqueurs.

Maintenant il s'agit d'organiser la victoire. Que tout ce peuple, rentré par un élan d'héroïsme dans la vérité, dans sa nature, fonde des institutions impérissables, qui rendent à jamais impossible le retour des révolutions sanglantes.

Nous n'attendons point l'Assemblée pour proclamer la République ; nous l'avons tous proclamée. Il ne lui appartient point de discuter les conquêtes de la révolution nouvelle, elle n'a qu'à sacrer d'une acclamation unanime les décrets de la France qui a parlé par le Gouvernement provisoire : l'abolition de la peine de mort, le suffrage universel, la liberté de la presse, la liberté des cultes, la justice introduite pour la première fois dans l'impôt, et le droit qu'à tout homme de vivre en travaillant.

Le peuple a posé ces axiomes ; l'Assemblée nationale n'a qu'à répandre, propager ces vérités, en poursuivant l'application pour qu'elles deviennent partout des réalités. Le Gouvernement républicain est le seul possible en France ; c'est à l'Assemblée de faire de nous tous des Républicains.

Quels moyens ? le concours de tous. Puisque nous voulons nous gouverner nous-mêmes et ne point laisser à d'autres la charge, et le profit de nos affaires, nous sommes entrés dans la voie des sacrifices. Aussi, pour la répartition plus équitable de l'impôt, je m'adresse à la justice, plus forte que l'intérêt, dans le cœur de l'homme, et pour l'organisation du travail, j'ai foi en la magnanimité des ouvriers et des maîtres.

L'Assemblée n'aura point à poser ses questions, elles sont pendantes. La France la convoque pour les résoudre dans la mesure de nos mœurs, de nos nécessités, de notre éducation, mais surtout pour hâter l'époque rapprochée où nous serons plus capables de toute la liberté, de toute l'égalité, de toute la fraternité que comporte la République.

La République est un principe et non point seulement une forme de gouvernement. L'Assemblée la fondera dans les âmes et dans les mœurs par les institutions qu'elle promulguera.

Quelle prise, quelle autorité aura-t-elle tout d'abord vis-à-vis de ce peuple qui n'a point eu besoin d'assemblée pour faire la révolution ?

L'initiative vigoureuse, énergique dans toutes les conséquences politiques et sociales qu'implique le principe républicain. Si l'Assemblée veut être forte et une avec la France, si elle veut dominer les partis, les minorités, les individus, il faut qu'elle soit l'avant-garde de la révolution. Si elle veut établir l'ordre au milieu d'un peuple ému, debout, en armes, qui veille sur la liberté, il faut qu'il entende, claire et distincte, dans son assemblée nationale, la voix qui lui a parlé au milieu des barricades, voix de concorde et de fraternité qui n'a fait le 24 février qu'un peuple, des pauvres, des riches, des soldats.

Ce sont ces principes que j'apporterai, que je soutiendrai à l'Assemblée, si mes concitoyens m'honorent de leurs suffrages. Je ne cache point mon ambition de les obtenir : car, quelque graves, quelque difficiles que soient nos circonstances, jamais elles n'excéderont ma bonne volonté et mon dévouement à la patrie.

P. DUMESNIL-MICHELET,  
Membre du bureau définitif du comité central des élections générales.

17 mars 1848.

## Faits Divers.

— M. Sobrier vient de publier la lettre suivante :

« Citoyens,

« La République doit être notre mère commune. Républicains du jour, de la veille, du lendemain, nous sommes tous frères... La sincérité complète des opinions doit écarter tous les nuages qui obscurciraient encore l'esprit des hommes. Qu'un même sentiment nous unisse : dévouement absolu à la patrie. Que la foi dans les destinées de la République pénètre tous les cœurs !... »

« Je possède présentement une valeur de 100,000 fr. en biens immeubles ; je mets à la disposition du Gouvernement une somme de 20,000 fr. pour créer le capital social qui fécondera les travaux de l'ouvrier et de l'agriculteur, et je prends en même temps l'engagement de coopérer à toutes les améliorations que nécessiterait la complète et sérieuse organisation du travail ; tels que la fondation d'ateliers sociaux et de colonies agricoles ; car je veux une organisation qui comprenne à la fois l'ouvrier des villes et l'ouvrier des campagnes, oublié jusqu'à présent.

« Pour vaincre les difficultés financières que présente la nécessité d'organiser le travail et de faire face à des charges légues par un gouvernement égoïste et corrompu, une masse de capitaux est indispensable. Offrons chacun à la République, selon la mesure de notre fortune, une part contributive volontaire.

« N'oublions pas que la solidarité absolue a été proclamée par notre grande révolution, et que tous les citoyens vivant sur le sol de la France ont des droits égaux à la sollicitude de la République.

« Union et dévouement, confiance dans les représentants du Gouvernement provisoire.

« Vive la République ! »

— L'ordre vient d'être expédié à notre escadre de Toulon de mettre à la voile. Elle compte trois vaisseaux à trois ponts, plusieurs d'une force moindre, des frégates à voiles et à vapeur.

La présence de cette force produira le meilleur effet sur les côtes d'Italie, d'Afrique et d'Espagne.

— Plus de 20,000 infirmes et mendiants viennent de s'abattre des départements sur Paris. Les choses en sont à ce point qu'on ne peut plus faire un pas dans la capitale sans rencontrer une main suppliante qui vous barre le chemin.

Dès qu'on a appris à Nantes qu'il était question de retarder le jour des élections générales, des électeurs de cette ville ont aussitôt signé une pétition qui s'oppose à toute mesure de ce genre, et qui a été immédiatement remise au Gouvernement provisoire.

Plusieurs exemplaires de cette pétition partiront pour Paris au fur et à mesure que les signatures auront pu être recueillies.

— On vient de planter au centre de la place de l'Hôtel-de-Ville un arbre provisoire de la Liberté, tout enrubanné et gardé par deux sentinelles au milieu d'un cercle de pavés.

— M. Ledru-Rollin vient de prendre les prendre un arrêté auquel nous ne saurions trop applaudir. D'après cet arrêté, des représentations gratuites auront lieu désormais en faveur des ouvriers au Théâtre de la République. Voilà une de ces heureuses idées dont la réalisation déterminera l'approbation générale. Il est temps que le peuple ait enfin ses spectacles gratuits, ses fêtes populaires !



—On assurait aujourd'hui à la Bourse qu'un ordre impérial, arrivé hier de Saint-Petersbourg à Paris, enjoignait à tous les Russes habitant la France d'en sortir avant le 24 de ce mois.

—Aujourd'hui, 400 Polonais réfugiés, parmi lesquels on remarquait les généraux Bwernicki et Rozycki, se sont réunis dans la grande salle de l'Ecole normale. Cette réunion avait pour but l'organisation immédiate de la légion et son départ pour Varsovie et les provinces polonaises où l'insurrection aurait éclaté. Les Polonais traverseront l'Allemagne au cri de : Vive la Pologne ! et rallieront à leur cause tous les nobles cœurs qui battent au cri de gloire et de liberté !

—Hier soir, vers sept heures, un attroupement s'était formé en face de la maison n° 218, faubourg Saint-Martin. Toutes les fenêtres de la maison étaient illuminées, et dans la cour des lampions et des torches étaient allumés, des coups de feu se faisaient entendre, les cris de : Vive la République, vive le propriétaire ! et les chants patriotiques résonnaient dans chaque logement en reconnaissance de la remise d'un terme de loyer.

Du reste, dans le quartier, des affiches étaient placardées pour faire connaître cette munificence; nous donnons ci-dessous le texte de cette affiche :

« Madame Lebreton, propriétaire de la maison, sise rue du Faubourg Saint-Martin, 218, sur la demande de M. Lanier, son gérant, voulant, autant qu'il est en elle, pouvoir apporter remède à la gêne qui pèse sur la classe ouvrière, prévient les locataires qu'elle est dans l'intention de faire, à ceux qui en justifient le besoin, remise :

« 1° Des termes échus et non payés ;  
« 2° De moitié du terme à échoir le 1<sup>er</sup> avril prochain. Ces avantages ne seront faits qu'aux locataires restants et qui acquitteront l'autre moitié dudit terme d'avril avant la fin de mai ;

« 3° La remise entière de ce dernier terme aux locataires auxquels il a été donné congé, à la condition expresse qu'ils déménageront le 8 dudit mois ;

« 4° Des meubles laissés pour garantie des loyers par les locataires démissionnaires depuis neuf mois ; aux effets ci-dessus, MM. Lebreton fils et Lanier recevront les réclamations des locataires, le dimanche, 2 avril prochain, de 10 heures à 3 heures. »

Nous ferons remarquer que cette maison possède 103 locataires.

M. Lanier régira la maison gratis pendant une année.

— Nous lisons dans une lettre de Londres : « Le duc et la duchesse de Montpensier avaient demandé une audience à la reine Victoria. L'étiquette voulait qu'ils fussent présentés par lord Palmerston, qui, après les avoir fait attendre plus d'une heure, leur a fait dire que, forcé de se rendre au Parlement, il ne pouvait les recevoir. Ce manque d'égards a eu, dit-on, pour cause le voyage prochain en Espagne du fils de Louis-Philippe. Ce dernier a fait immédiatement partir pour la Belgique le prince et la princesse. Notre correspondant nous assure que Louis-Philippe n'a point de fonds sur les banques anglaises, mais que son immense fortune est représentée par de nombreux immeubles qu'il possède aux Etats-Unis, à New-York surtout, où des quartiers entiers lui appartiennent.

— On lit dans le Journal de la Guillotière (Lyon) :

« Le 18 mars, vers trois heures de l'après-midi, une députation d'un caractère assez curieux, composée d'enfants de l'âge de huit à dix ans, appartenant aux écoles dirigées par les frères de la doctrine chrétienne du quartier des Brotteaux, tambour en tête, s'est portée vers la mairie de la Guillotière, où deux de ceux composant la petite troupe se sont dirigés comme délégués auprès du maire, auxquels s'est jointe, au nom de la République, d'abord qu'on les dispensait d'assister à la messe et aux vêpres le dimanche, et qu'on leur donnait deux heures de travail par jour, pour avoir, disaient-ils, plus de temps à donner à leurs parents. A quoi les membres du comité ont répondu qu'on verrait s'il y avait lieu à satisfaire à leur demande. Ils se sont retirés en criant : Vive la République ! »

— On lit dans l'Estafette :

« Plusieurs compagnies de la garde nationale réclament vivement l'adoption du ceinturon, garnie de la cartouchière, pour remplacer le système des buffleteries, et on assure que l'état-major de la garde nationale est assez disposé à accueillir cette demande.

« Avant qu'on se prononce sur cette question, il est bon de signaler les graves inconvénients qui résultent de l'emploi du ceinturon à cartouchière.

« Quand ce système fut définitivement appliqué à l'armée, les chirurgiens-majors ne tardèrent pas à constater une énorme quantité d'hernies provoquées par le poids insupportable du ceinturon, de la cartouchière et de la baïonnette; et, en effet, tandis que le ceinturon serrait la taille, le poids des objets y adossés pesait avec force sur l'abdomen et dépla-

çait les intestins. C'est pour obvier à cet inconvénient que le comité d'infanterie ajouta au ceinturon des bretelles qui ont pour objet de le soutenir et de faire supporter par les épaules le fardeau qui agissait uniquement sur l'abdomen.

« La garde nationale étant armée d'un sabre très-lourd, ce serait encore un nouveau poids qui favoriserait les accidents précités et rendrait la position du garde national moins supportable encore que celle du soldat.

« Il s'agit donc maintenant d'examiner si le ceinturon avec bretelles est plus commode que les buffleteries; quant au ceinturon seul, il ne faut pas y songer.

## Commission du Gouvernement pour les Travailleurs.

Séance du 20 mars 1848.

### PROJET D'ORGANISATION DU TRAVAIL.

(Suite et fin.)

M. Louis Blanc. C'est précisément parce que vous admettez qu'il n'y a pas de liberté là où il est possible qu'un homme de bonne volonté meure de faim, et que tout homme qui demande du travail a le droit d'en recevoir; c'est précisément à cause de cette communauté de sentiment entre nous, que je m'étonne de vous voir repousser un système dont le but est de faire triompher nos communes espérances. Ce système vous paraît-il ne pas devoir réaliser ces principes sur lesquels nous sommes d'accord, atteignez-le comme ne répondant pas à ces principes; mais ne l'attaquez pas au nom de ce principe qui lui sert de base.

M. Wolowski. Je crains que votre système ne détruise la liberté, telle que je l'entends, c'est-à-dire le développement de toute l'activité individuelle, et qu'en affaiblissant, je le répète, ce ressort si puissant, il ne diminue la masse de la production.

M. Louis Blanc. Oui, sans doute, l'émulation est nécessaire; mais l'émulation tirée de l'intérêt personnel, c'est de l'individualisme; stimulant égoïste, je ne le nie pas, mais stimulant funeste. Faut-il donc admettre tous les stimulants par cela seul qu'ils ont de la puissance? L'homme qui tue pour se venger obéit aussi à un mobile égoïste. Quelle force n'a pas le mobile qui pousse les voleurs de grand chemin à assassiner le passant, au risque de la guillotine? Ne jugeons pas les stimulants par leur puissance, mais par leur moralité. Plus un stimulant a de force, plus il est funeste s'il est immoral.

Eh bien, l'émulation de l'individualisme, que produit-elle? Des ruines. Nous ne voulons pas de ce genre d'émulation. Nous croyons, ainsi que vous le disiez tout à l'heure M. Vidal, nous croyons qu'il y a une émulation plus élevée, plus féconde, celle qui est tirée du sentiment de l'amour du bien; celle qui pousse les armées au devant de la mort, non par intérêt, à coup sûr, mais parce qu'une voix crie : La patrie est en danger! Non, notre système ne tue pas l'émulation; il en change le caractère. Par l'émulation que nous voulons créer, ce que l'un gagnera, l'autre ne le perdra pas; une ruine ne sera pas la compensation d'un succès.

M. Chapelle. Quelle sera la récompense du travailleur qui se sera distingué par son activité?

M. Louis Blanc. L'estime, l'honneur, la récompense du soldat sur le champ de bataille.

M. Toussent. M. Wolowski a insisté sur l'augmentation de la production agricole. Cette augmentation n'est possible que par l'association. Je citerai l'exemple de la Suisse, des provinces rhénanes, pays que la nature a faits pauvres, que l'association a faits riches. Là, en effet, existent des banques agricoles qui donnent aux cultivateurs les moyens de se procurer les machines dont ils ont besoin. L'intervention de l'Etat peut seule, chez nous, tirer l'agriculture de son état de malaise.

M. Wolowski. Intervention de l'Etat seul dans toutes les industries passives, telles que les assurances, le crédit territorial; d'accord; mais, pour les industries productives, que l'activité individuelle ne soit pas exclue : voilà mon principe.

M. Vidal. Il ne s'agit point de transformer directement l'Etat en

producteur universel, mais tout simplement de le faire intervenir pour commander le travail, pour assurer aux ouvriers qui n'ont point de capitaux cette liberté dont vous parliez tout à l'heure. Pour être libre, il ne suffit pas d'avoir le droit de développer ses facultés, il faut en avoir les moyens ou le pouvoir. L'Etat mettrait précisément au service des travailleurs les moyens de devenir vraiment et complètement libres.

M. Wolowski croit que le capital, comme la lance d'Achille, guérira les blessures qu'il a faites. Oui; mais à la condition qu'il change de mains. Si l'Etat fournit le crédit aux ouvriers, le capital social, sans doute, pourra guérir les blessures que le capital individuel et la concurrence ont faites aux classes laborieuses; mais cela suppose un ordre nouveau, un complet changement dans les relations de travailleur à capitaliste.

Il est bien entendu que l'association que nous proposons sera purement volontaire. Nous ne voulons point recruter de force les travailleurs et les enrôler malgré eux. Nous offrons aux ouvriers les moyens de s'associer, de travailler pour eux-mêmes; nous les mettons en état de développer complètement leur activité, leur liberté, à côté de leurs égaux, de leurs frères. Et, comme nous pensons qu'il faut tout combiner, diriger et organiser, nous mettons à la tête de ces ouvriers un ingénieur qui les aide à bien faire; qui, par ses conseils et par ses connaissances spéciales, les empêche de mal faire.

On a parlé de production illimitée. L'essentiel n'est pas de produire à l'excès, mais de produire en vue des besoins de consommation. Tout ce qu'on produirait au-delà serait déperdition de force et de capitaux, et non pas accroissement de richesse. Par l'organisation, on peut équilibrer les besoins et les moyens, proportionner toujours l'offre à la demande, arriver à la stabilité des prix, supprimer la concurrence, élever le prix du travail, réaliser la liberté pour tous, l'égalité et la fraternité.

M. Le Play. Les mines de fer de la Hongrie, celles du Hartz, sont organisées d'après ces principes. Les résultats sont on ne peut plus favorables au système de l'association. Le principe de la hiérarchie des fonctions y est admis.

M. Duceyrier. Le salaire est-il le même pour tous?

M. Le Play. Non! mais le salaire est le même pour les ouvriers de chaque catégorie. Le Hartz, plateau stérile, serait inhabitable sans les heureux effets de l'association; une population de 50 000 habitants y vit heureuse dans ce système. Les mines de la Russie sont exploitées d'après les mêmes principes. Un officier, nommé par l'empereur, y veille à leur fidèle application. J'ai fait le bilan d'un ménage de serf russe employé aux travaux des mines; j'ai fait le bilan d'un ménage d'ouvrier français dans des conditions passables, et, je le dis à regret, j'ai trouvé que le serf russe était incomparablement mieux traité que l'ouvrier de France.

M. Louis Blanc. Ces faits sont très-précieux; la seule objection qu'on puisse faire à notre système, dont la logique me paraît irréfutable, serait tirée de sa nouveauté. Si donc, à côté des principes, nous avions à placer des exemples, nos arguments seraient sans réplique.

M. Le Play. Je n'ose affirmer que pour toutes les industries l'application de ce système soit possible; mais ce que j'affirme, c'est que, pour l'industrie des mines, que je connais spécialement, l'application serait aussi facile qu'avantageuse.

A la suite de ce débat important, M. Bernard, délégué des ouvriers, prend la parole pour expliquer tous les inconvénients du marchandage et faire observer que, le décret du 2 mars n'étant pas partout exécuté, une sanction est nécessaire.

M. Chapelle se félicite hautement, au nom des patrons dont il est un des délégués, de rencontrer dans la discussion des ouvriers un esprit aussi conciliant et aussi éclairé.

M. Louis Blanc lève la séance après avoir fait ressortir tout ce qu'il y avait de fécond pour l'avenir dans cet heureux accord, résultat naturel, d'ailleurs, du rapprochement des intérêts divers, sous l'influence d'un désir de justice et de paix.

## BOURSE DE PARIS.

A		AU COMPTANT.			
TERME		1 <sup>er</sup> C.	Pl. H.	Pl. B.	D <sup>er</sup> C.
pl. b.	en liquidation...	47	47	44 50	44 50
47	fin courant...	47	47	44 50	44 50
pl. b.	p. fin c. dont 1...	48	48	44 50	44 50
45	p. fin c. dont 50...	48	48	44 50	44 50
45	p. fin p. dont 1...	48	48	44 50	44 50
45	p. fin p. dont 50...	48	48	44 50	44 50
Emp.	en liquidation...	48	48	44 50	44 50
3 0/0	fin courant...	48	48	44 50	44 50
1847	fin prochain...	48	48	44 50	44 50
pl. b.	en liquidation...	66	66	61 50	61 50
45 50	fin courant...	66	66	61 50	61 50
pl. b.	p. fin c. dont 1...	66	66	61 50	61 50
45 50	p. fin c. dont 50...	66	66	61 50	61 50
45	p. fin p. dont 1...	66	66	61 50	61 50
45	p. fin p. dont 50...	66	66	61 50	61 50
»	Saint-Germain...	115	115	110	110
»	Versailles (rive dr.)...	110	110	105	105 25
»	— (rive g.)...	110	110	105	105 25
»	Paris à Orléans...	680	680	645	645
»	— pr. dont 10 au 29 c...	415	415	410	410
»	— pr. dont 10 au 15 p...	415	415	410	410
»	— pr. dont 20 au 15 c...	415	415	410	410
»	Paris à Rouen...	215	215	210	210
»	— pr. dont 10 au 29 c...	215	215	210	210
»	— pr. dont 10 au 15 p...	215	215	210	210
»	— pr. dont 20 au 15 c...	215	215	210	210
»	Rouen au Havre...	85	85	80	80
»	— pr. dont 10 au 29 c...	237 50	237 50	230	230
»	— pr. dont 10 au 15 p...	237 50	237 50	230	230
»	— pr. dont 20 au 15 c...	237 50	237 50	230	230
»	Strasbourg à Bâle...	335	335	330	330
»	— pr. dont 10 au 29 c...	335 50	335 50	330	330
»	— pr. dont 10 au 15 p...	335 50	335 50	330	330
»	— pr. dont 20 au 15 c...	335 50	335 50	330	330
»	Amiens à Boulogne...	340	340	335	335
»	Orléans à Bordeaux...	332 50	332 50	330	330
»	Nord...	330	330	325	325
»	— pr. dont 10 au 29 c...	330	330	325	325
»	— pr. dont 10 au 15 p...	330	330	325	325
»	— pr. dont 20 au 15 c...	330	330	325	325
»	Paris à Strasbourg...	330	330	325	325
»	Tours à Nantes...	330	330	325	325
»	Paris à Lyon...	330	330	325	325
»	Montereau à Troyes...	330	330	325	325
»	Dieppe à Fécamp...	330	330	325	325
REPORTS.	DU C. A LA LIQUIDATION.	D'UNE LIQ. A L'AUTRE.			
3 0/0	...	...	...	...	...
5 0/0	...	...	...	...	...
Orléans	...	...	...	...	...
Rouen	...	...	...	...	...
Havre	...	...	...	...	...

## AU COMPTANT.

FONDS FRANÇAIS.		C. A.	D <sup>er</sup> C.	C. A.	D <sup>er</sup> C.
4 0/0 j. 22 septem.	60	60	Rentes de la Ville.	95	95
bre 1847...	60	60	Oblig. de la Ville.	1015	1015
4 1/2 0/0 j. 22 septem.	85	85	Banq. de France.	1650	1650
tembre 1847...	85	85	Comp. d'Alger...	900	900
Bons du trésor...	30 0/0	30 0/0			
FONDS ÉTRANGERS.		C. A.	D <sup>er</sup> C.	C. A.	D <sup>er</sup> C.
Naples 5 0/0 ré-	68	68	Esp. 5 0/0 d. a.	26 1/2	26 1/2
cépiss. Roth...	68	68	— dette pass...	4 7/8	4 7/8
Rome 5 0/0...	58 1/2	58	— 3 0/0 1841...	21	21
Belg. 5 0/0 1840.	67	67	— d. int. N. T.	17 1/2	17 1/2
— 5 0/0 1842...	67	67	— d. int. N. T.	17 1/2	17 1/2
— 4 1/2 0/0...	60	60	Haiti: Emprunt...	295	295
— 3 0/0...	66	66	Hollande 4 0/0...	84	84
— 2 1/2 0/0...	35	35	— 2 1/2 0/0...	53 1/2	53 1/2
Autriche: Lots.	375	375	Portugal 5 0/0...	20	20
— métal. 5 0/0.	96	96	Piémont: Oblig.	830	820
OBLIGATIONS.		C. A.	D <sup>er</sup> C.	C. A.	D <sup>er</sup> C.
Caisse hypoth.	400	400	Havre A. E.	1000	1000
St.-Germain 1840.	1140	1140	— N. 1846...	1050	1050
— 1842...	1050	1050	Marseille...	800	800
Versail. rive dr. A.	980	980	Bâle...	998	998
— N. 1843.	980	980	St-Etienne à Lyon	1100	1100
Orléans...	1165	1165	Grand'Combe A.	1025	1025
Rouen A. E.	890	890	— N.	1025	1025
— N. 1847...	1125	1125	Lits militaires.	955	955
ACTIONS DIVERSES.		C. A.	D <sup>er</sup> C.	C. A.	D <sup>er</sup> C.
Banque belge 1845	830	830	V.-Mont. A. E.	2050	2000
— 1841...	1122 50	1122 50	— 5 <sup>e</sup> d'action...	1120	1120
Caisse hypoth.	200	200	Nouv.-Mont.	900	900
Caisse Gouin...	1070	1070	Antoniou...	800	800
Compt. Gann...	960	960	Grand-Mont...	710	710
Caisse Baudou...	400	400	Valentin-Cocq...	975	975
Caisse Béchét...	140	140	Monreux...	950	1740
Orléans: Jouiss.	850	850	Aveyron...	4800	4800
Charleroy...	265	265	Nord...	1375	1375
Bordeaux à La	55	55	Gaz français lib.	3400	3400
Teste...	125	125	— non libéré...	2900	2900
Sceaux...	870	870	Gaz anglais lib.	6550	6550
Quatre canaux...	105	105	— non libéré...	5250	5250
— jouissance...	1185	1185	Gaz Belley lib.	1140	1140
Trois-Canaux...	85	85	— non libéré...	1100	1100
— jouissance...	950	950	Gaz du Nord...	575	575
Can. de Bourges...	80	80	Lins Maberly...	440	440
— jouissance...	80	80	Grand'Combe...	1075	1075

## Spectacles.

**Théâtre de la Nation.**  
**Théâtre de la République.** Lucrèce, la Marseillaise, chantée par Mlle Rachel.  
**Italiens.**  
**Opéra-Comique.** Fra Diavolo, la Nuit de Noël.  
**Odéon.**  
**Opéra-National.** La Révolution française, la Bataille d'Argonne, Aline.  
**Théâtre-Historique.** Monte-Christo (2<sup>e</sup> soirée)  
**Vaudeville.** Incessamment la réouverture.  
**Variétés.** Lauzun, le Pouvoir d'une femme, les Extrêmes, les Impressions, intermèdes.  
**Théâtre Montansier.** Vestris 1<sup>er</sup>, le Camarade de lit, le Jeune Homme pressé, le Fruit défendu.  
**Porte-Saint-Martin.** La Tour de Nesle, M. Lallier.  
**Ambigu-Comique.** 1<sup>er</sup> repr. des Trois Révolutions.  
**Gaité.** Le Pacte de Famille, les Deux Gamins, l'Atelier.  
**Folies.** Mariage impossible, les Deux Pommades, la Vocation, la Cocarde  
**Délassements.** L'Honneur de ma mère, le Père, Lisbeth, Corneille et Richelieu, la Fille du Diable.  
**Comte.** 1<sup>er</sup> repr. du Dîner impossible, Augusta, l'Anguille de Melun, l'Homme de Marbre, pas grec.  
**Spectacle-Concert.** boulevard Bonne-Nouvelle. Le Mariage d'Arlequin, le Doigt de Dieu, le duo de la Favorite, romances et chansonnettes, valse et polkas.  
**Panorama.** Champs-Élysées. Bataille d'Eylau.  
**Soirées fantastiques** de Robert Houdin, tous les soirs à 8 heures: 164, galerie de Valois, Palais-Royal, et 14, rue de Valois. La suspension étherienne, Prestidigitation.  
**Jardin d'hiver.** aux Champs Élysées. Promenades de jour. Marché aux fleurs chauffé et permanent. Cabinet de lecture gratuit. Salle d'exposition. Prix, 1 fr.  
**Diorama.** bazar Bonne-Nouvelle. Vue de Chine, Eglise Saint-Marc.  
**Salle Valentino.** rue Saint-Honoré, 339. Bal tous les lundi, dimanche, jeudi et samedi.  
Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.